



AIDS 2016 Session 'Fully funding the Fund'

Transcription française

CHRISTINE STEGLING: OK. Merci, Mark pour cette présentation. Et bonjour à tous. Je vais changer un peu d'approche. Je vais juste expliquer pourquoi nous avons besoin d'un Fonds mondial entièrement financé du point de vue de la société civile. Pour planter le décor de certaines des discussions qui auront lieu ici aujourd'hui, je l'espère.

Bien, je vais un peu m'étendre non seulement sur toutes les années que beaucoup d'entre nous ont passé à l'Alliance, mais aussi auprès d'autres organisations issues de la société civile, à faire campagne afin d'obtenir des financements pour le Fonds mondial. Et pourquoi cette campagne, qui vise cette année à reconstituer les fonds, doit s'intensifier. Et pourquoi le Fonds mondial est un mécanisme si important pour financer les bonnes causes, au bon endroit et pour les bonnes personnes.

Je voudrais aussi parler des problèmes potentiels comme ce qui se produira si le Fonds mondial n'est pas entièrement financé et le changement de direction qui pourrait se produire en raison d'un financement réduit, et Mark a déjà fait allusion à certains de ces défis.

À l'Alliance, nous nous sommes toujours investis pour le Fonds mondial. Nous sommes l'une des organisations issues de la société civile qui se sont mobilisées pour la création d'un Fonds mondial. Nous avons toujours pensé que le Fonds mondial était sur la même longueur d'onde que nous. Nous partageons des objectifs. Éradiquer le sida, promouvoir les droits de l'homme, mobiliser les communautés et capitaliser sur l'expertise de la société civile pour accéder à ceux que nous estimons parfois difficiles à atteindre. Pour fournir des services et des programmes faciles d'accès et veiller à ce que les initiatives nationales soient basées sur des approches qui ont fait leurs preuves, soient économiques et défendent les plus marginalisés. L'Alliance, je le rappelle, joue un grand rôle dans le Fonds mondial dont elle est l'un des partisans les plus enthousiastes. Nous avons également reçu des fonds du Fonds mondial dès le début. À l'heure actuelle, nos programmes financés par le Fonds mondial sont déployés dans 21 pays soit en tant que BP ou comme bénéficiaires auxiliaires. Les organisations liées à l'Alliance siègent dans huit Instances de coordination nationale (ICN) du sida. Nombre d'employés de l'Alliance, de collègues à travers le monde affiliés à l'Alliance siègent soit au Comité du Fonds mondial, soit de délégations du Fonds mondial, y compris des groupes pour les Droits de l'Homme comme le groupe de référence sur les Droits de l'Homme, le groupe de réduction des risques et le CRG.

Au travers de tous ces engagements, nous n'avons cessé de militer pour favoriser l'implication de la société civile dans le Fonds mondial. La prise de décisions au niveau mondial et national, en termes d'affectation des finances du Fonds mondial aux programmes et d'implication de la société civile dans ces processus. Nous avons une longue expérience en matière de plaidoyer afin d'assurer le financement du Fonds par de nombreux biais, comme les amis du Fonds mondial.

Le Fonds mondial a eu un impact énorme sur la manière dont nous gérons les programmes de santé et distribuons les programmes de lutte contre le VIH. Nous sommes fiers de cette amélioration. Je pense que nombre d'entre vous sont aussi fiers que moi des résultats que nous avons obtenus avec le Fonds mondial. 22 millions de vies sauvées depuis 2005. Environ 10



millions de malades du sida sauvés. Et en tant que société civile, nous notons la forte corrélation entre l'investissement ciblé comme le Fonds mondial, et la réduction de l'incidence et de mortalité. Le Fonds mondial est un défenseur acharné de l'égalité des genres dans le programme VIH. Nous soulignons qu'entre 55 et 60 % des investissements du Fonds mondial profitent aux femmes et aux filles. Nous sommes fiers de cette volonté de se concentrer sur les populations clés et les foyers de transmission du VIH. Et l'investissement dans des interventions à fort impact, via des méthodologies testées et contrôlées, plutôt que par des interventions façonnées par l'idéologie et les exigences politiques.

Un exemple - je sais sur mon programme, il est écrit que j'en donnerai deux, mais je me tiendrai à un. Il s'agit d'un énorme projet du Fonds mondial mis en œuvre par le biais de la branche indienne de l'Alliance qui ciblait les populations transgenres. Plus de 450.000 HSH, transgenres et hijras ont bénéficié d'une bourse du Fonds mondial sur plusieurs années avec des services de prévention. L'un des principaux volets du programme se reposait sur la mobilisation de la communauté afin de faire fonctionner ces services. Une chose que nous réclamons souvent, mais que nous n'obtenons que rarement, financé à une telle échelle... Le Fonds mondial a rendu cela possible. Il s'agissait de bien plus que de fournir un service. Il s'agit d'une programmation VIH transformatrice qui organise des centaines - 200 réseaux de HSH et groupes transgenres dans des états et quartiers où n'existaient aucun service ni réseau. Malheureusement, ce programme touche à sa fin. Mais cela montre que nous pouvons vraiment voir les choses en grand en termes de services basés dans la communauté. Mais nous sommes toujours en quête de solutions de pérennisation lorsque le financement du Fonds mondial ou autre financement extérieur touche à sa fin. Et comment organiser la migration de ces types de programmes vers les services nationaux, ce qui constitue, nous le savons tous, et c'est le sujet du jour, le plus grand défi.

Nous sommes fiers du soutien résolu offert par les programmes 4KP dans les foyers VIH où les besoins sont élevés. Le Fonds mondial est le numéro un mondial en termes de financement de programmes de réduction des risques par exemple, et œuvre à augmenter l'investissement en faveur des Droits de l'Homme, comme les services juridiques et l'éradication des violences basées sur le genre. Certaines des personnes ici présentes ont participé au plaidoyer pour le financement de ce type de programmes. Michaela est ici. D'autres là. Nous savons à quel point il a toujours été difficile de trouver des fonds. Nous sommes ravis que le Fonds mondial ait soutenu cette ligne d'action.

Les systèmes et processus du Fonds mondial cultivent la transparence et la responsabilisation, l'engagement de la société civile et la promotion des droits de l'homme afin de maximiser l'impact. En 2016, 61 pays ont rapporté qu'ils avaient au moins un représentant d'une population clé au sein de leur ICN. En 2015, la proportion de femmes membres au sein des ICN a augmenté de 40 %. Cette philosophie de financement de la santé se distingue sensiblement des autres programmes de santé bilatéraux et multilatéraux.

Pour vous fournir un contexte, nous nous sommes déjà penchés dessus au cours de ces derniers jours, en tant qu'Alliance, et comme bien d'autres, nous avons confirmé les nouveaux objectifs. Nous avons souscrit à l'objectif des 90, 90, 90. Et nous y voyons une réelle occasion d'augmenter de manière spectaculaire l'envergure du programme et l'accès au traitement VIH d'ici 2020. Mais nous en connaissons aussi les défis. Nous partageons les conclusions de l'ONUSIDA: la prévention contre le VIH est en crise. Une crise qui exige que nous nous focalisions sur les



facteurs de transmission clés dans chaque pays, et une planification de prévention du VIH différenciée et sur mesure. Le Fonds mondial joue et continuera de jouer un rôle majeur à cet effet. Là où d'autres donateurs ont dû surmonter leurs craintes pour investir dans la réduction des risques à cause d'une opposition nourrie par l'idéologie, le Fonds mondial est formel dans son soutien aux interventions pour la réduction des risques. L'organisation sait que c'est là qu'elle peut réellement faire la différence pour certains pays où les besoins sont les plus urgents car l'épidémie est nourrie par, ou reflétée dans les populations d'usagers de drogues injectables.

Le Fonds mondial alloue plus de fonds aux pays qui présentent la charge de morbidité la plus importante et les moyens financiers les plus réduits. C'est le sujet même de nos échanges ici. Quid des pays où c'est le manque de volonté de payer qui prime? Nous sommes partie prenante dans cette lutte pour un renflouement solide des ressources du Fonds mondial. Nous luttons pour une augmentation des ressources du Fonds mondial. Les rapports indiquent que les dons pour le sida ont atteint un plateau, ce qui nous inquiète. Les conséquences d'un renflouement insuffisant se feront ressentir dans tous les pays bénéficiaires. Nous pensons également que les pays seront affectés de manière prépondérante là où la charge est lourde parmi les populations clés, particulièrement dans les pays où les gouvernements ne sont pas prêts à offrir des services, malgré des revenus plus élevés. À l'heure actuelle, 105 pays sont classés revenu intermédiaire, mais nombre d'entre eux sont caractérisés par de fortes inégalités et concentrent 75 % des pauvres et 58 % de la population vivant avec le VIH au niveau mondial. D'ici 2020, 70 % des personnes vivant avec le VIH vivront dans ces pays à revenu intermédiaire. Du point de vue de la santé mondiale, la majeure partie de la charge de morbidité est à présent concentrée dans ces pays à revenu intermédiaire plutôt que dans les pays à revenu faible. Cette réalité n'est pas reflétée par le PIB par habitant. En conséquence, l'inquiétude monte car les politiques basées sur une classification en fonction des revenus ignorent des dimensions capitales du développement, et de la vulnérabilité au VIH, comme la pauvreté, les inégalités et la marginalisation. Nous pensons que le système et les processus de mobilisation nationale du Fonds mondial sont à même de répondre aux tendances diverses et spécifiques propres à chaque pays ainsi qu'aux spécificités à l'échelle infranationale. Si nous voulons vraiment éradiquer le sida, le Fonds mondial ne peut pas tourner le dos aux gens vivant avec le VIH ni se détourner des populations clés et des pays à revenu intermédiaire.

Je conclurai en revenant sur toutes ces années passées à réclamer et à militer pour un Fonds d'éradication du sida, de la tuberculose et du paludisme. Le fonds que nous souhaitons n'était pas un fonds de développement, conçu seulement pour en finir avec le sida dans une poignée de pays. Nous avons demandé un trésor de guerre pour en finir avec le sida à l'échelle planétaire. C'est on ne peut plus clair. Le Fonds mondial a besoin d'apporter des financements là où se transmet le VIH et là où le besoin en matière de traitement est le plus pressant aussi bien dans les pays à revenu faible qu'intermédiaire. Financer le fonds, ou financer la lutte. Financer intégralement le Fonds mondial, d'accord, mais en finançant les mesures de lutte contre le sida, partout.

Bien sûr, nous savons que le Fonds mondial ne devrait pas dilapider ses précieuses ressources dans les pays à revenu élevé. Ce sont les gouvernements des pays à revenus élevés qui doivent en endosser la responsabilité. Si le Fonds mondial renonce à sa tâche d'éradiquer le sida dans les pays à revenu intermédiaire, en Europe de l'est et en Asie Centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Amérique Latine et dans les Caraïbes, alors, il nous faudra trouver d'autres



mécanismes afin de rendre possibles d'autres éléments clés de la lutte, comme le renforcement du système de la société civile et les programmes auprès des populations clés. Tout comme le plaider pour les droits de l'homme dans les pays où les gouvernements restent opposés et hostiles aux programmes basés sur les droits. Nous ne pouvons abandonner nos communautés à leur sort dans des pays où les gouvernements continuent à exclure, bafouer et abandonner les plus vulnérables. Le Fonds mondial se retirera-t-il sur les pays à revenu intermédiaire pour se concentrer sur des investissements majeurs dans un plus petit nombre de pays? 15 pays? Neuf? 15 pays ou peut-être 9 pour le VIH? Il y a péril en la demeure. Il nous faut d'autres mécanismes au-delà du Fonds mondial. Imaginons que nous parvenions à lever plus ou moins 26 milliards de dollars US par an pour une solution globale. ONUSIDA estime que ce montant est nécessaire. ONUSIDA estime qu'environ 14 % devraient être alloué à la société civile. Comment s'y prendre si le Fonds mondial se retire des pays à revenu intermédiaire?

Un dernier mot sur un retrait progressif des pays à revenu intermédiaire. Le point central du débat au Fonds mondial, alors qu'il prévoit de se retirer des pays à revenu intermédiaire, porte sur la stratégie de transition. De nombreuses séances de cette conférence sont d'ailleurs consacrées à cette thématique. La transition signifie que le processus de retrait est déjà entamé. Au bas mot, un plan de transition signifie un plan de retrait progressif sur deux ou trois ans. Nous pensons que ce concept est déficient. Nous pensons que le concept critique est la durabilité. Comment lutter pour les droits de l'homme et contre le VIH et soutenir les organisations issues de la société civile dans des pays où l'espace d'expression de la société civile se réduit ? Nous croyons que le Fonds mondial, notre Fonds mondial, a besoin d'investir dans des systèmes et processus qui élargissent et protègent, non seulement les programmes de traitement nationaux contre le VIH, mais aussi la mobilisation de la communauté pour les populations clés, pour les interventions en matière de Droits de l'Homme, pour le plaider pour la réduction des risques, pour le renforcement du système des communautés. C'est ce qui a fait le succès de nos solutions contre le VIH. C'est le fait d'inclure tous ces composants et le fait qu'ils bénéficient d'un financement adapté. Ce n'est pas le moment de s'écarter de cela. Lorsque nous verrons des programmes pour tous ceux qui en ont besoin, financés par les ressources nationales, alors nous soutiendrons le retrait. Tant que ces programmes cruciaux ne sont pas soutenus, nous pensons que le Fonds mondial se doit de maintenir ses investissements. Nous le répèterons sans relâche, non seulement au Fonds mondial, mais également aux donateurs qui financent le Fonds mondial. Merci.